

Perspectives

Progrès et défis des femmes sur le marché du travail au Québec

Les Québécoises ont réalisé des progrès énormes en ce qui a trait à leur intégration au marché de l'emploi. Le fait qu'elles sont de plus en plus nombreuses à détenir un diplôme d'études postsecondaires y a largement contribué, tout comme les politiques familiales qui facilitent la conciliation famille-travail. Tout cela a contribué à ce que les Québécoises du principal groupe en âge de travailler soient aujourd'hui proportionnellement plus nombreuses à occuper un emploi que leurs homologues dans la plupart des autres pays de l'OCDE.

Mais certains défis persistent. Les études que nous avons effectuées au cours des dernières années à l'Institut du Québec nous indiquent que trois chantiers prioritaires devraient être entrepris pour assurer une participation accrue et équitable des femmes au marché de l'emploi.

Les femmes gagnent encore 16 % de moins que les hommes

Les écarts salariaux qui persistent entre les hommes et les femmes représentent historiquement une source d'inégalité. L'écart de revenu médian qui, en 2021 atteignait 16 %, ne s'explique pas entièrement par les différences de niveaux de diplomation ou de compétences.

Dans une publication sur les écarts de revenus entre les hommes et les femmes, l'Institut du Québec avait mis en lumière certains des éléments qui déterminent cet écart persistant :

- **Écarts de revenus dès le début de carrière** : Les femmes éprouvent des difficultés à gravir les échelons dès le début de leur carrière, ce qui les empêche d'atteindre les postes et les revenus les plus élevés.
- **Choix d'employeur et d'industrie** : Les hommes et les femmes choisissent différemment leur employeur et leur industrie, ce qui conduit les femmes à être moins nombreuses dans les firmes offrant une meilleure rémunération.
- **Anticipation des responsabilités familiales** : L'anticipation des responsabilités familiales influence les choix de carrière et d'employeur des femmes, les amenant à privilégier la conciliation famille-travail.
- **Moins de négociation salariale par les femmes** : Les femmes négocient moins leur salaire que les hommes, souvent à cause de la perception sociale et de la peur des répercussions négatives sur leurs relations professionnelles.
- **Compétences en numératie moindres chez les femmes** : Les femmes ont en moyenne des compétences en numératie inférieures à celles des hommes, ce qui affecte leur représentation dans les domaines bien rémunérés des sciences et des mathématiques.
- **Discrimination** : Les écarts de revenus ne peuvent être entièrement expliqués par des différences de productivité, suggérant l'existence de discrimination à l'encontre des femmes.

Ces facteurs soulignent la complexité des défis rencontrés par les femmes sur le marché du travail et mettent en évidence la nécessité d'aborder ces enjeux de manière holistique pour réduire les écarts de revenus.

Les femmes immigrantes moins souvent à l'emploi

Les femmes immigrantes sont proportionnellement moins nombreuses sur le marché du travail que les femmes nées au Canada. Cet écart influence leur capacité d'intégration à la communauté ainsi que leur bien-être et leur autonomie économique. L'absence de réseau professionnel et le manque d'expérience au Canada, combinés à la pénurie de garderies abordables qui affecte plus sévèrement les femmes, seraient en partie responsables de ce phénomène.

Malgré un progrès important de l'intégration des immigrants au marché du travail au cours de la dernière décennie, on note que ces derniers – hommes et femmes – restent plus vulnérables aux ralentissements économiques comme en 2023.

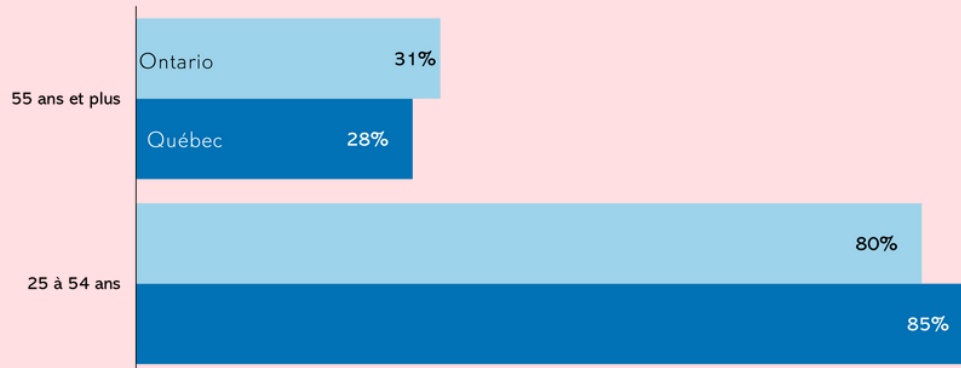
Les femmes plus âgées moins actives sur le marché de l'emploi

Les Québécois de 55 ans et plus sont moins nombreux que les Ontariens à allonger leur carrière et se maintenir à l'emploi. Ce qui est moins connu est que cet écart s'explique en grande partie par le fait que les Québécoises de 55 ans et plus sont moins souvent à l'emploi que les Ontariennes.

Ceci pourrait être expliqué par le fait qu'elles sont plus nombreuses que les Ontariennes à travailler dans le secteur public où le départ à la retraite se fait en moyenne plus tôt. Parmi les femmes de 55 ans et plus, les Québécoises sont généralement moins scolarisées que les Ontariennes, ce qui rend leur rémunération de fin de carrière moins attrayante et les retient donc moins sur le marché de l'emploi.

Taux d'emploi des femmes en février 2024

Emploi sur population par groupe d'âge



Source: Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01

Prendre sa retraite ou faire une transition vers une nouvelle carrière ou un autre type d'emploi est une décision complexe qui dépend de plusieurs éléments. En plus de la situation financière, de la générosité du régime de retraite ou encore l'état de santé, les femmes – tant au Québec qu'en Ontario – font face à des défis propres, tels que les obligations familiales.

De la même façon que les tâches liées à la naissance des enfants et à leur soin ont un effet sur le taux de participation au marché du travail, des obligations familiales liées au vieillissement peuvent avoir un effet similaire. Par exemple, les travailleurs de 60 à 69 ans sont nombreux à concilier le travail et le soin de leurs parents vieillissants.



Les chiffres en bref

Vigueur du marché du travail

- Le taux de chômage est maintenant de 4,7 %. Il était de 4,5 % le mois dernier et de 4,1 % l'an dernier.
- Il y a 8 800 emplois de plus que le mois dernier et 40 300 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 8 000 emplois de plus dans le secteur privé que le mois dernier et 2 200 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 12 200 chômeurs de plus que le mois dernier et 29 000 de plus qu'il y a un an.
- La population active, soit les personnes à l'emploi ou à la recherche d'un emploi, a augmenté de 21 000 depuis un mois. Elle est 69 300 plus nombreuse que l'an dernier.

Qualité des emplois

- Il y a 3 600 emplois à temps plein de plus que le mois dernier et 26 500 de plus qu'il y a un an.
- Il y a maintenant 32 100 travailleurs à temps partiel involontaire pour des raisons économiques¹. C'est 3 300 de plus qu'il y a un an.
- Il y a 1 100 emplois de plus dans les secteurs bien rémunérés² depuis le mois dernier et 10 700 de plus depuis un an.
- Les salaires ont augmenté de 3,3 % sur une base annuelle ce mois-ci. Cette croissance était de 3,3 % le mois dernier.

(1) Les travailleurs à temps partiel involontaire pour des raisons économiques sont ceux qui travaillent à temps partiel en raison de la conjoncture économique ou parce qu'ils n'ont pu trouver un travail de 30 heures ou plus par semaine malgré en avoir cherché un.

(2) Les secteurs bien rémunérés sont ceux où le salaire horaire moyen pour l'année 2023 était supérieur à la moyenne québécoise.